



**L'immigration et l'accès aux droits des personnes migrantes
dans la région de l'Oriental**

Revue de Littérature

Recherche-action DEPOMI, volet « RPT »

Chaimae Zahdali

Avril 2022

Table des matières

Introduction.....	2
1. Les profils des migrants vivant dans la région de l’Oriental.....	2
2. Les conditions de vie	4
3. L’accès aux droits.....	6
4. Les initiatives développés et intervenants	9
Conclusion générale	11
Bibliographie.....	13

Introduction

Considéré depuis toujours comme un pays d'émigration, le Maroc est devenu ces dernières années un pays de transit et d'immigration nette, vu le grand nombre d'étrangers qui se trouve sur le territoire du royaume.

La Région de l'Oriental ne fait pas exception à ce phénomène. Elle s'étend sur une superficie d'environ 90.130 Km² et compte une population de 2.314.346 habitants, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014. Elle est limitée au Nord par la mer méditerranéenne, à l'Ouest par les provinces d'Al Hoceima, Taza et Boulmane, à l'Est et au Sud-Est par l'Algérie et au Sud-Ouest par la province d'Er-Rachidia¹. Elle se distingue par la diversité de ses reliefs, par une côte maritime qui s'étend sur une longueur de 200 km, par des plaines, des rivières, des montagnes, des hauts plateaux et le désert.

La Région de l'Oriental s'est développée sur la base de sa situation géographique : elle a été et est toujours une zone de passage sur l'axe principal du Maghreb mais aussi un carrefour vers l'Europe. C'est dans ce contexte que la région est une zone de transit par excellence puisqu'elle constitue un point d'entrée initial pour les migrants depuis l'Algérie, et de même un point de sortie vers l'Europe.

La question migratoire a été parmi les principaux axes de travail du Conseil de la région de l'Oriental depuis plus d'une décennie, vu la présence d'un grand nombre de migrants (en situation régulière/ irrégulière, réfugiés, demandeurs d'asile...) de différentes nationalités qui se trouvent sur son territoire. Cependant, la thématique migratoire est devenue un sujet important et au centre des préoccupations de plusieurs chercheurs, de la société civile, et pour les acteurs politiques de la région. Il faut noter que, dans l'Oriental marocain, le nombre de migrants se renouvelle continuellement, en lien avec le renforcement des frontières terrestres et maritimes du pays, suite à la nouvelle politique migratoire entreprise par la Maroc.

Cette revue de littérature vise à faire le point sur ce que l'on sait au sujet des questions en lien avec l'immigration dans la région de l'Oriental.

1. Les profils des migrants vivant dans la région de l'Oriental

La position géographique de l'Oriental donne lieu à une forte concentration de migrants sur le territoire de la région.

Oujda, capitale de la région, est le lieu où réside le plus grand nombre de personnes migrantes ; la majorité de ces derniers s'y installent directement après leur entrée au Maroc depuis l'Algérie. Il s'agit de la deuxième voie empruntée pour rentrer au Maroc ; selon

¹ Voir <https://conseilregionoriental.ma/fr>

l'enquête menée par le Haut Commissariat du Plan en 2021, 43,7% des arrivées sur le territoire marocain se font via cette route. Selon cette enquête de 2021, les migrants empruntant le plus cette voie sont, notamment, les Camerounais, les Syriens, les Maliens et les personnes originaires de la République Démocratique du Congo². Puis vient Nador, qui est plutôt caractérisée comme ville de sortie vers l'Europe.

Lors des cycles webinars animés par le HCR Maroc sur le droit international des réfugiés et l'apatridie au profit des étudiants du master « Nouvelles dynamiques des Droits de l'Homme » à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales de l'Université Mohamed Premier d'Oujda en mai 2021, les présentations ont affirmé que le nombre de réfugiés dans la ville d'Oujda est de 711 réfugiés et de 576 pour la ville de Nador.

Il n'existe pas de données exactes et officielles publiées par les services de l'Etat sur le profil des personnes migrantes dans la région de l'Oriental. Dans ce document, on se réfère donc aux échantillons d'enquêtes menées par les chercheurs académiques

- **Les profils selon le sexe :**

Les résultats de l'enquête menée par le Haut-commissariat du Plan sur la migration forcée au Maroc démontrent que presque trois migrants sur cinq sont des hommes (59,3%). Le taux de féminisation des migrants est de 40,7%. Ce taux atteint son niveau le plus élevé parmi les migrants originaires de la République Démocratique du Congo (RDC) avec 53,8%, de la Côte d'Ivoire (53,6%), et le plus faible parmi ceux de la Guinée (27,6%), du Mali (29,9%) et de la Centrafrique (32,8%). Les autres pays sont dans une situation intermédiaire.

Dans une étude intitulée « La migration, genre, et effectivité de l'accès aux droits : Cas de l'Oriental marocain »³, il a aussi été attesté que la majorité des migrants appartiennent au sexe masculin. Ils constituent 57% de la population migrante à côté de 43% des femmes.

Sur l'ensemble des femmes migrantes subsahariennes enquêtées pendant la période 2016-2017 dans la région de l'Oriental, les Nigérianes constituent le groupe le plus important avec 36,9%, suivies, mais très loin derrière, par les Congolaises avec un pourcentage de 14,3 %, les Maliennes (8,9 %), les Camerounaises (6,9 %), les Sierra léonaises (6,4 %), les Sénégalaises (4,9 %), les Ivoiriennes (3,4%), les Libériennes (3,4 %), etc.⁴

- **Les profils selon l'âge :**

Selon le Haut-Commissariat du Plan, en 2021, au Maroc, un peu plus de deux migrants sur cinq sont des jeunes âgés de 15 à 29 ans (42,5%). Une proportion presque équivalente des

² LA MIGRATION FORCEE AU MAROC, Résultats de l'Enquête Nationale de 2021. HAUT-COMMISSARIAT DU PLAN, septembre 2021. P11

³ La migration, genre, et effectivité de l'accès aux droits : Cas de l'Oriental marocain Document envoyé par Abdeslam AMAKHTARI, président de l'Association Thissaghna pour la culture et le développement « ASTICUDE » le 07/04/2022,

⁴ Asmae ben BRAHIM, les immigrés subsahariens au Maroc et le dilemme de l'intégration, thèse pour obtention de doctorat, faculté des lettres et sciences humaines Sais, Fès. Version PDF.

migrants est âgée de 30 à 44 ans (43,7%). La part des personnes âgées de 45-59 ans est de 12%. Pour la tranche d'âge de 60 ans et plus, le pourcentage est de 1,7%.

Pour les deux villes d'Oujda et de Nador, pour la période 2016-2017, il a été révélé que 66% environ des Subsahariens ont entre 26 et 35 ans ; 28,6% ont entre 18 et 25 ans et 4,5% ont plus de 35 ans ; le reste étant représenté par des mineurs dont l'âge est compris entre 15 et 17 ans⁵. La présence des mineurs non accompagnés et en situation irrégulière est visiblement remarquée surtout à Oujda et Nador. Dernièrement, plus de 300 migrants soudanais sont arrivés à Oujda. Âgés de 16 à 26 ans, la plupart ont pris la route la première fois depuis les villes de Khartoum, d'Omdourman, ou de villages du Darfour. D'après Hassan Ammari, membre de l'Association d'aide aux migrants en situation difficile (AMSV) à Oujda, l'ensemble des 330 personnes se distingue en fait en deux groupes. Il explique : "Les premiers sont des migrants de retour de Nador, où ils ont été refoulés après avoir tenté d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla. Les seconds viennent, eux, directement de Libye" ⁶.

2. Les conditions de vie :

Déterminer les conditions de vie, le niveau de scolarité et la maîtrise de la langue est complexe vu qu'il n'y a pas de mise à jour des données et que toutes les informations officielles sur lesquelles se basent les chercheurs datent des opérations de régularisation des migrants lancées en 2014 et fin 2016, réalisées dans le cadre de la SNIA.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure la situation administrative des immigrés constitue une problématique particulière, en raison du manque d'études sur le sujet. Concernant le logement, il a été remarqué que les immigrés en situation régulière et en situation irrégulière vivent dans des conditions difficiles (Bissari 2020). Dans le passé, les migrants ont trouvé refuge sur le campus universitaire, traditionnellement protégé de toute intrusion de la police. Derrière un muret, sur la cité universitaire, dans une sorte de petit bois, les migrants ont installé leur campement⁷. D'après la même source, c'est à Oujda que s'effectuait "le tri" entre les migrants. Les plus fortunés partent pour les grandes villes, généralement pour tenter la traversée sur les pateras⁸, ou de manière plus isolée pour tenter de s'installer au Maroc. Quant aux plus démunis qui souhaitent passer en Europe sans pour autant avoir la possibilité de payer des passeurs, ils rejoignaient les forêts de Bel Younes et Gourougou pour tenter d'« attaque des grillages ». Gourougou est un petit mont boisé à une douzaine de kilomètre de la ville de Nador qui offre une vue sur l'enclave espagnole de Melilla. Les campements ne sont pas très loin des habitations en bas de la colline mais il faut emprunter un chemin très escarpé pendant une vingtaine de minutes pour rejoindre les

⁵ Asmae ben Brahim, *ibid*, p 132

⁶ Maroc : après "l'enfer libyen", Oujda, ville-étape des migrants soudanais, Marlène Panara Publié le : 27/08/2021, consulté sur le site <https://www.infomigrants.net/fr/post/34670/maroc--apres-lenfer-libyen-oujda-villeetape-des-migrants-soudanais>

⁷ Wender, A.-S. (dir.) (2004), Gourougou, Bel younes, Oujda : la situation alarmante des migrants subsahariens en transit au Maroc et les conséquences des politiques de l'union européenne, Cimade, Service des Solidarités Internationales, p.24.

⁸ La patera est à la base une embarcation espagnole à fond plat. Mais ce terme concerne aujourd'hui tout type de bateau utilisé par des groupes d'immigrants clandestins.

premières cabanes⁹. Après la multiplication des descentes des forces de l'ordre, la majorité des migrants se sont retirés dans un site qui se situe à 7 km de la ville d'Oujda sur la route du poste frontalier (Zouj Bghale) vers les frontières maroco-algériennes. Vu la nature du relief, c'est là une région marquée par l'existence de cavernes naturelles et de maisons abandonnées qui servent de refuges sûrs aux migrants. Ces derniers appellent d'ailleurs ces gîtes les « tranquillos ».¹⁰

L'organisation sociale mise en place au niveau du campement de Gourougou s'affiche comme un système de résistance aux politiques étatiques tout en mimant certains aspects de ce pouvoir dominant. C'est ainsi qu'un « président de l'Union africaine » a été institué parmi les aventuriers. Choisi parmi l'ensemble des thiamen¹¹, ce président est élu pour une durée d'environ trois mois. Les thiamen sont eux-mêmes des aventuriers qui, au vu de leur expérience migratoire et de leur capital relationnel progressivement construit, en viennent à gérer les passages vers l'Europe en se chargeant de recruter et "d'accueillir", moyennant finances, les candidats au passage¹².

Dans une étude de 2020 de Wissam Bitari intitulée « Sub-Saharan *Migrant* Integration in Morocco: Oujda as a Case study », il ressort que la suppression du campement du Campus universitaire d'Oujda en 2015 par les autorités publiques a eu un impact visible sur la situation des migrants. L'auteure explique aussi que la situation administrative ne fait aucune différence pour pouvoir louer un bien. Les immigrés se trouvent dans des situations où les Marocains présentent leur refus de louer pour des raisons que l'on peut qualifier de racistes. Et, de ce fait, les migrants se voient louer dans des conditions difficiles, avec des loyers plus chers que ceux pratiqués au marché.

Wissam Bittari révèle qu'il y a un autre problème que rencontrent les immigrés et qui, selon eux, constitue un obstacle dans la vie quotidienne : il s'agit de celui de la langue. La plus grande majorité peut communiquer en français, mais ils éprouvent des difficultés à s'exprimer en arabe « Darija », la langue la plus parlée par la population locale. Cependant, un nombre considérable de migrants qui poursuivent leurs études supérieures à l'Université Mohamed premier d'Oujda et ne rencontrent pas de difficultés pour communiquer, que ce soit en français, en Darija, ou en anglais. C'est également le cas pour les immigrés qui exercent des métiers de vendeurs dans le Souk de l'ancienne médina. Ces personnes ont pu facilement s'intégrer avec les commerçants marocains et ont pu apprendre le Darija facilement¹³.

⁹ Gourougou, Bel younes, Oujda : la situation alarmante des migrants subsahariens en transit au maroc, op.cit, p.24-26

¹⁰ Migrants subsahariens:Ce ping-pong humain entre le Maroc et l'Algérie, brahim mokhliss, consulté sur le site : <http://migreurop.org/article1264.html> le 13/04/2022

¹¹ Des aventuriers arrivés au Maroc pour passer clandestinement en Europe

¹² Aux portes de Ceuta et Melilla : regard sociologique sur les campements informels de Bel Younes et de Gourougou, Anaïk Pian, Dans Migrations Société 2008/2 (N° 116), pages 11 à 24, article consulté sur le site <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2008-2-page-11.htm> le 15/04/2022.

¹³ Bitari, Wissam (2020). Sub-Saharan Migrant Integration in Morocco: Oujda as a Case study;

3. L'accès aux droits :

- **La santé :**

Avoir accès aux services de santé demeure la préoccupation prioritaire des migrants partout dans la région. Malgré les engagements internationaux du royaume, malgré les différents efforts établis pour instaurer une politique sanitaire qui garantit aux immigrés de profiter des services médicaux, la réalité est autre.

Le nouveau règlement intérieur des hôpitaux au Maroc, entré en vigueur en 2011, stipule notamment que "les patients ou blessés non-marocains sont admis, quels que soit leurs statuts, dans les mêmes conditions que les nationaux" (Art. 57 du règlement intérieur des hôpitaux). Cependant, selon l'article 140 du règlement intérieur du Centre Hospitalier Universitaire Mohammed VI d'Oujda de Mars 2019, "les étrangers malades ou blessés sont admis dans les mêmes conditions prescrites aux citoyens marocains ». Aussi, le dahir 1.61.203 du 30 juin 1962, indique que « les malades ou blessés étrangers ne peuvent bénéficier de la gratuité des soins et de l'hospitalisation qu'en cas d'un accord bilatéral dans ce cadre entre leurs pays d'origine et entre le Maroc ».

Dans un entrevue avec le chef du Service des Soins Hospitaliers et des Affaires Para-Soignantes au Centre Hospitalier Universitaire Mohammed VI d'Oujda réalisée en 2021 par des étudiants du master « Nouvelles dynamiques des Droits de l'Homme » à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales de l'Université Mohamed Premier d'Oujda pour la réalisation d'un plaidoyer pour l'accès des migrants en situation irrégulière aux services de santé, il ressort que les patients sont traités selon trois modes. Le premier concerne les réfugiés ou les demandeurs d'asile qui sont traités comme les titulaires d'une carte « RAMED », après présentation de leur carte de réfugié. Le second concerne les immigrés réguliers qui bénéficient de services de santé après présentation de la carte de séjour et d'une carte d'inscription un système de couverture de santé s'il y a souscrit. Quant au troisième mode, il est lié aux immigrés en situation irrégulière, car il est difficile pour les professionnels de santé de les catégoriser dans le système informatique des clients hospitaliers car ils ne disposent ni d'une carte "RAMED" ni d'une couverture de maladie obligatoire, ni même de ressources financières leur permettant de payer leurs frais de traitement. De ce fait, le refus d'admission et d'accès aux services de consultation des hôpitaux leur est notifié. Dans ces cas qui sont fréquents, vu la situation vulnérable des immigrés en situation irrégulière, l'une des associations la plus importante et qui focalise son activité sur ce point est Maroc Solidarité Médico-Sociale (MS.2). Créée le 14 juillet 2016, l'association travaille avec les migrants en situation vulnérable, en commençant par fournir des services de santé tels que les soins médicaux et des médicaments, en plus du suivi continu de nombreux cas non courants, jusqu'aux campagnes de sensibilisation des immigrés sur leur droit à un traitement médical, et en les informant des divers premiers secours qui dont ils ou leurs accompagnateurs auront besoin, dans l'attente de l'intervention des autorités compétentes. Dans ses relations avec les autorités compétentes telles que les hôpitaux par exemple, elle sensibilise les personnels

soignants et personnels à la nécessité de coopérer pour atteindre ses différents objectifs qui visent à préserver leur vie.¹⁴

- **L'emploi :**

Le Code du travail marocain stipule que « Est également interdite à l'encontre des salariés, toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, le handicap, la maladie, la situation conjugale, la religion, l'opinion politique, l'affiliation syndicale, l'ascendance nationale »

L'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC), travaille pour faciliter l'obtention des permis de travail pour les migrants régularisés et opte pour une meilleure intégration de ces derniers dans le marché du travail. Ces réalisations ne sont pas assez reflétées au niveau de la ville d'Oujda. Selon des données recueillies auprès du bureau local d'Oujda de l'ANAPEC, pendant l'année 2019, il ressort que seulement 7 migrants sont inscrits, dont 3 femmes¹⁵.

Pour certains immigrés qui n'ont pas encore pu atteindre la stabilité financière ou plutôt s'intégrer dans le tissu économique, l'essentiel de leurs activités se limite à construire et travailler comme vendeurs ambulants ou sur le trottoir, ou à transporter des biens et des marchandises, autant d'activités qui nécessitent l'effort physique et la force physique¹⁶.

Après l'opération de régularisation administrative, un groupe d'immigrés a pu se débarrasser de certaines restrictions et quitter l'emploi pénible et épuisant, et le remplacer par d'autres emplois qui préservent leur dignité et leur offrent des conditions légales, mais la plupart des immigrés, surtout les femmes, préféreraient se contenter de vendre des produits qui appartenaient à leur pays¹⁷.

Il existe un énorme écart entre les secteurs formel et informel en ce qui concerne le travail des migrants en raison de l'absence du premier à Oujda. Les migrants subsahariens souffrent de marginalisation dans les secteurs formels et d'exploitation dans les secteurs informels¹⁸. La plupart des migrants qui se trouvent dans la région de l'Oriental n'ont donc pas accès à l'emploi. Ce problème dépend de la régularisation de la situation administrative ainsi

¹⁴ فردي حنان، بحث لنيل شهادة الماستر في علم الاجتماع تحت عنوان: دور المجتمع المدني في أجراًة السياسة الوطنية للهجرة واللجوء 2013-2016، بعض من الجمعيات المهتمة بالهجرة بمدينة وجدة نموذجاً، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة محمد الأول، وجدة، السنة الجامعية 2020-2021، ص. 132

Fardi Hanan, recherche pour l'obtention d'un master en Sociologie sous le titre : Le Rôle de la Société Civile dans la Politique Nationale de la Migration et de l'Asile 2013-2016, certaines des associations s'intéressant à la migration dans la ville d'Oujda comme modèle, Faculté des Lettres et Sciences Humaines , Université Mohammed I, Oujda, année universitaire 2020- 2021, p.132

¹⁵ PROFIL MIGRATOIRE DE LA VILLE D'OUIDA, Migration Ville-à-Ville en Méditerranée (MC2CM), Abdeslam AMAKHTARI

¹⁶ شيماء يحيوي، بحث لنيل شهادة الماستر تحت عنوان: مستويات اندماج الأفارقة جنوب الصحراء في المغرب، مدينة الناظور نموذجاً، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة محمد الأول، وجدة، السنة الجامعية 2020-2021، ص. 71

Chaymae YAHYAOUI, Recherche pour l'obtention d'un master sous le titre :Niveaux d'intégration des Africains subsahariens au Maroc, modèle de la ville de Nador, Faculté des Lettres et Sciences Humaines , Université Mohammed I, Oujda, année universitaire 2020- 2021, p.71

¹⁷ Ibid, p.70

¹⁸ Bitari, Wissam (2020). Sub-Saharan *Migrant* Integration in Morocco: Oujda as a Case study,p15.

que du manque d'opportunité d'emploi, la région elle-même souffrant de nombreuses difficultés socio-économiques.

- **Education, état civil, et protection :**

- Education :

L'éducation est un des droits fondamentaux de l'enfant, y compris l'enfant en situation de migration. Une circulaire du ministère de l'éducation nationale datant d'octobre 2013 et visant « l'intégration des élèves étrangers issus des pays du sahel et subsahariens dans le système scolaire marocain » a encouragé L'Académie Régionale de l'Education et la Formation professionnelle de l'Oriental à créer des classes typique dans un nombre d'écoles à Oujda, où les élèves sont à la fois des Marocains et des étrangers.

Dans un entretien avec le Directeur des Ressources Humaines de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de l'Oriental, le Directeur nous a informé du nombre d'enfants étrangers étudiant dans la ville d'Oujda dans les écoles publiques et privées, et dont le nombre atteint 337 en la saison scolaire 2019-2020, dont 11 des pays du Sahel et le Sahara, 69 syriens, et 49 algériens.¹⁹

- Etat civil :

L'article 7 de la Convention internationale sur les Droits de l'enfant prévoit le droit à être enregistré dès la naissance. L'inscription à l'état civil est un droit constitutionnel garanti aux Marocains comme aux étrangers.

Etre enregistré dans l'état civil ne pose normalement pas de problème pour les immigrés en situation régulière, les nouveaux nés étant automatiquement inscrits après la remise d'un certificat de naissance délivré par l'administration de l'hôpital. L'enregistrement des nouveaux-nés est par contre problématique pour les migrants en situation irrégulière et nécessite l'intervention d'une association qui offre un accompagnement social et aide les migrantes à enregistrer leurs enfants.

- Accès à la justice :

L'Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) joue un rôle important dans le domaine juridique. L'organisation offre une aide juridique au profit des immigrés pour leur régularisation administrative et juridique. Avec l'idée selon laquelle plus les immigrés résident légalement dans un pays donné, plus cela les aide à s'intégrer²⁰.

¹⁹ Le Rôle de la Société Civile dans la Politique Nationale de la Migration et de l'Asile 2013-2016, certaines des associations s'intéressant à la migration dans la ville d'Oujda comme modèle, op.cit, p.129

²⁰ مریم صدیقی: بحث لنیل شهادة الماستر تحت عنوان: "دور المجتمع المدني في اندماج المهاجرين الأفارقة من دول جنوب الصحراء في المجتمع المغربي: وجدة أنموذجاً" كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة محمد الأول، وجدة، السنة الجامعية 2020-2021، ص.93.
Mariam saddiqui Recherche pour l'obtention d'un master sous le titre : Le rôle de la société civile dans l'intégration des immigrés d'Afrique subsaharienne dans la société marocaine : Oujda comme modèle, Faculté des Lettres et Sciences Humaines , Université Mohammed I, Oujda, année universitaire 2020- 2021, p.93.

4. Les initiatives développés et intervenants

La migration suscite une grande importance pour les différents intervenants de la région de l'Oriental, qu'il s'agisse des agents de la société civile, des organisations internationales, du conseil de la région, ou des services de l'Etat.

4.1 Les principaux intervenants :

- Société civile :
 - Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) elle travaille sur le soutien aux victimes des violations des Droits Humains ; Protection et promotion des Droits Humains ; Education et sensibilisation sur les Droits Humains ; Harmonisation de la législation nationale avec les traités et conventions internationaux de Droits Humains.
 - Association Marocaine de Planification Familiale (AMPF) : Assure l'accès aux services SSR de qualité pour tous et particulièrement aux personnes démunies, mal desservies et marginalisées ;
 - Maroc Solidarité Médico-Sociale (MS.2) : ces axes d'interventions sont dans le cadre de promouvoir de manière durable le droit à la santé des groupes vulnérables par : la promotion de l'égalité et de l'équité dans l'accès aux services, le renforcement de la protection des droits des migrants et des femmes...
 - Association Ain Ghazal (AG) travaille sur la promotion de l'égalité des genres et lutte contre la violence à l'égard des femmes et promouvoir l'accès aux droits fondamentaux.
 - Pionniers du changement vise à la contribution à l'éducation et la formation des jeunes et Promouvoir la culture de la solidarité, du développement, de la coopération et des droits humains par le biais de la sensibilisation de leur importance dans la construction des valeurs de la citoyenneté.
 - Association Almostakbal à Oujda travaille dans le domaine du soutien scolaire ; Intégration de la population immigrante au sein de la société au niveau culturel et social.
 - Association Nibras accorde l'assistance humanitaire et accompagnement social des réfugiés en particulier, accueil et enregistrement des réfugiés et demandeurs d'asile, aides au loyer, visites médicales à différentes spécialités au privé toute l'année et pour tous les migrants ...
 - Association ASTIUCDE : une approche participative, basées sur les droits, dans la perspective de réaliser la justice sociale, la dignité et la modernité de la pensée comme piliers du développement démocratique.
- Organisations internationales
 - Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) avec le projet Indimaj « Initiative pour un Développement Inclusif à l'attention des Migrants et Demandeurs d'Asile de l'Oriental » elle travaille également sur le retour volontaire et réintégration, assistance directe aux migrants et Renforcement des capacités sur la traite et le trafic des êtres humain. contribuer à l'amélioration du système d'assistance et protection des enfants non accompagnés et séparés au Maroc

- Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) Promotion des droits des enfants migrants au Maroc
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) vise la protection des réfugiés et recherche de solutions durables, la détermination du Statut de Réfugié, l'assistance aux personnes qui relèvent de la compétence du HCR (médicale, psychosociale, juridique; financière, économique), Sensibiliser les jeunes et les élèves au vivre ensemble et à la diversité, et faciliter l'accès des migrants et des réfugiés à l'enseignement supérieur...
- Conseil de la région de l'Oriental : mettre en œuvre la stratégie nationale pour la migration et l'asile au niveau régional et l'accompagnement des acteurs régionaux par le biais d'inclure la thématique migratoire dans le plan de développement régional, (conseil de la région pour la période 2016-2021).
- La wilaya de la région de l'Oriental : En tant que représentation aussi du ministère de l'Intérieur au niveau régional, elle contribue à la gestion de la migration au niveau de la région. Les données et statistiques concernant les migrants notamment régularisés.
- Commission Régionale des droits de l'homme de l'Oriental CRDHO vise la protection, promotion des droits des migrants par: le traitement des plaintes et doléances des migrants et suivis des recours des migrants pendant les deux opérations exceptionnelles de régularisation
- L'Entraide nationale opte pour l'insertion professionnelle des migrants et réfugiés les plus vulnérables » : Contribue aux efforts du Royaume du Maroc pour améliorer l'insertion économique et l'autonomisation des migrants régularisés au Maroc à travers l'accompagnement des migrants en situation de grande vulnérabilité..
- Délégation provinciale de la Santé : mise en œuvre du Plan Stratégique National Santé et Immigration 2021-2025, et l'élaborer d'un Plan d'Action Régional Santé et Immigration pour l'année 2022 au niveau de la région.
- Université Mohamed premier d'Oujda : Centre Universitaire d'études des Migrations ; Laboratoire d'Études et de Recherches en Droits de l'Homme et Démocraties ; Clinique Juridique des droits de l'Homme et migration²¹.

4.2 Les initiatives et projets :

La région de l'Oriental s'est engagée depuis 2015 dans une dynamique de territorialisation de la stratégie national d'Immigration et d'asile en travaillant sur l'intégration sociale et culturelle des migrants, l'intégration économique des migrants, l'intégration de la migration dans les plans de développement, et la gouvernance locale de la migration²². Pour la réalisation de ces buts, le Conseil a mis en place de nombreux partenariats dans le cadre des projets suivants :

- RECOMIG 2015-2018 : Renforcement de capacité des collectivités territoriales dans le domaine migratoire Le programme se focalisait sur le renforcement de capacité des communes pour mener à bien des projets d'intégration.
- RECOSA 2016-2019 : Renforcement des collectivités territoriales dans l'amélioration des structures d'accueil des migrants. Le programme se focalisait sur le renforcement de

²¹ Recherche personnel dans le cadre de cette revue de littérature.

²² La stratégie nationale d'immigration et d'asile, sur le site www.mre.gov.ma

capacité des communes pour mener à bien des projets d'intégration avec une composante de coopération Sud-Sud.

- INDIMAJ Oriental 2016-2018 : Il se focalisait sur une meilleure prise en compte de la migration dans la planification stratégique de la région de l'Oriental : le projet ciblait l'appui à la concertation stratégique entre les principales parties prenantes pour l'intégration de la dimension « immigration et asile » dans la planification stratégique du CRO. Des discussions ont eu lieu sur la planification prioritaire en matière d'intégration des migrants et des demandeurs d'asile. Une étude sur les marges de manœuvre des collectivités territoriales en matière d'intégration des migrants et des demandeurs d'asile a été réalisée, et des ateliers ont été tenus, visant à une meilleure concertation interinstitutionnelle en matière d'intégration des migrants et des demandeurs d'asile.²³
- ICIMID : Il s'agit d'une formation pour renforcer les capacités des collectivités territoriales à travers la Boîte à outil ICMD offrant des outils souples et complets pour les acteurs locaux sur comment intégrer la migration dans la planification du développement local.
- GIZ : Des activités de la Coopération allemande ont également visé au renforcement des capacités des collectivités territoriales pour l'intégration du volet migration dans les programmes de la planification locales à travers un programme de formations sur la migration et l'intégration au Maroc.

Conclusion générale

Conscient de défis associés aux flux migratoires partout dans le monde, le Maroc a mis en place une politique migratoire rénovée, et ce à travers l'adoption de « la nouvelle politique migratoire du Royaume » en septembre 2013 et la Stratégie Nationale de l'Immigration et de l'Asile (la SNIA) adoptées en 2014. Cette stratégie a été conçue –selon le préambule de son texte fondateur - pour « assurer une meilleure intégration des immigrés et une meilleure gestion des flux migratoires dans le cadre d'une politique cohérente, globale, humaniste et responsable ». Pour réaliser ces objectifs, il est important de travailler sur la déclinaison territoriale de cette stratégie.

La question des immigrés vivant dans la région de l'Oriental commence à devenir un sujet de recherche importants. Après diagnostic des écrits multiples sur la thématique migratoire dans la région de l'Oriental, on arrive à des synthèses montrant que :

- Tous les résultats et données présents sont des résultats émanant d'études de terrain et de recherches faites par des chercheurs intéressés par le sujet mais ne sont pas représentatifs au niveau de la région. Il n'y a pas d'enquêtes récentes se basant sur un échantillon représentatif, et elles n'ont pas été réalisées à l'initiative de l'Etat ;
- La plupart des études visent à étudier la migration et les enjeux d'intégration dans la région de l'Oriental, la gestion de l'immigration, l'accès aux services publics, et dans

²³ Djelloule Markria , « Initiative pour un développement inclusif à l'attention des migrants dans la région Oriental, Étude sur les possibilités d'action des régions en matière de politique migratoire dans le cadre de la Régionalisation avancée », Indimaj Oriental, Mars 2018, p42-43

une moindre mesure l'effectivité de protection des droits humains des personnes migrantes;

- Insuffisance des thèses de doctorat et des mémoires de master sur ces sujets dans la région ;
- Difficultés d'accès aux documents et écrits qualitatifs, notamment les rapports d'activités des associations et organisations ; le personnel des associations peuvent donner des informations orales mais est moins enclin à partager les rapports d'activités.

Enfin, on peut dire que la situation précaire des migrants et des demandeurs d'asile dans la région de l'Oriental révèle qu'il y'a encore un long chemin à parcourir, surtout en ce qui concerne leur intégration sociale et la protection de leurs droits. En outre, les immigrés établissent difficilement des relations sociales avec des individus marocains en dehors du domaine professionnel.

Bibliographie

- Etudes et rapports :

- Abdeslam AMAKHTARI, PROFIL MIGRATOIRE DE LA VILLE D'OUJDA, Migration Ville-à-Ville en Méditerranée (MC2CM)
- AMERM : De l'Afrique subsaharienne au Maroc : les réalités de la migration irrégulière. Publications de l'AMERM. Rabat. 2008 ;
- ASTICUDE. Etude sur l'accès aux services de base, à l'emploi, au logement, pour la population migrante au Maroc, Villes de Rabat, Salé, Casablanca, Tanger, Nador et Oujda, Association ASTICUDE ;
- Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental, Migration et marché du travail, Auto-saisine n°36/2018 ;
- Bitari, Wissam (2020). Sub-Saharan Migrant Integration in Morocco: Oujda as a Case study;
- Djelloule Markria , « Initiative pour un développement inclusif à l'attention des migrants dans la région Oriental, Étude sur les possibilités d'action des régions en matière de politique migratoire dans le cadre de la Régionalisation avancée », Indimaj Oriental, Mars 2018 ;
- LA MIGRATION FORCEE AU MAROC, Résultats de l'Enquête Nationale de 2021. HAUT-COMMISSARIAT DU PLAN, septembre 2021 ;
- La migration, genre, et effectivité de l'accès aux droits : Cas de l'oriental marocain ; document Word non publiés ;
- Wender, A.-S. (dir.) (2004), Gourougou, Bel younes, Oujda : la situation alarmante des migrants subsahariens en transit au Maroc et les conséquences des politiques de l'union européenne, Cimade, Service des Solidarités Internationales.

- Plaidoyers :

Plaidoyer sur le droit des migrants en situation irrégulière à accéder aux services de santé – . la commune d'Oujda Angad comme modèle, Master Nouvelles Dynamiques des Droits de l'Homme, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Université Mohammed
الصحية- عمالة وجدة أنجاد أنموذجاً، ماستر الديناميات الجديدة لحقوق الإنسان، كلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية، جامعة محمد الأول، الموسم الجامعي 2020-2021

PLAIDOYER POUR L'ACCES DES MIGRANT-E-S AUX DROITS SOCIOECONOMIQUES DANS LA REGION DE L'ORIENTAL, Association ASTICUDE, sur le plaidoyer en faveur des droits socio-économiques des personnes migrantes, projet IDMAJ2, Nador 28,29 et 30 aout 2020

- Thèses et mémoires :

- Asmae ben BRAHIM, les immigrés subsahariens au Maroc et le dilemme de l'intégration, thèse pour obtention de doctorat, faculté des lettres et sciences humaines Sais, Fès. Version PDF
- Chaymae YAHYAOUÏ, recherche pour l'obtention d'un master sous le titre : Niveaux d'intégration des Africains subsahariens au Maroc, modèle de la ville de Nador, Faculté des Lettres et Sciences Humaines , Université Mohammed I, Oujda, année universitaire 2020- 2021.
- Fardi Hanan, recherche pour l'obtention d'un master en Sociologie sous le titre : Le Rôle de la Société Civile dans la Politique Nationale de la Migration et de l'Asile 2013-2016, certaines des associations s'intéressant à la migration dans la ville d'Oujda comme modèle, Faculté des Lettres et Sciences Humaines , Université Mohammed I, Oujda, année universitaire 2020- 2021
- Mariam saddiqui, recherche pour l'obtention d'un master sous le titre : Le rôle de la société civile dans l'intégration des immigrés d'Afrique subsaharienne dans la société marocaine : Oujda comme modèle, Faculté des Lettres et Sciences Humaines , Université Mohammed I, Oujda, année universitaire 2020- 2021

- Articles :

- Aux portes de Ceuta et Melilla : regard sociologique sur les campements informels de Bel Younes et de Gourougou, Anaïk Pian, Dans Migrations Société 2008/2 (N° 116), pages 11 à 24, article consulté sur le site <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2008-2-page-11.htm>

- Maroc : après "l'enfer libyen", Oujda, ville-étape des migrants soudanais, Marlène Panara
Publié le : 27/08/2021, consulté sur le site <https://www.infomigrants.net/fr/post/34670/maroc--apres-lenfer-libyen-oujda-villeetape-des-migrants-soudanais>

- Migrants subsahariens: Ce ping-pong humain entre le Maroc et l'Algérie, Brahim Mokhliss, consulté sur le site : <http://migreurop.org/article1264.html>

- Bitari, Wissam (2020). Sub-Saharan Migrant Integration in Morocco: Oujda as a Case study, Revue "Repères et Perspectives Economiques", Vol. 4., p.86-102.